

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction  
de l'information  
légale  
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Ministère de l'agriculture  
et de l'alimentation

BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2018/21 DU 9 JUIN 2018

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail</b> .....	1
<b>Ministère de l'agriculture et de l'alimentation</b> .....	(*)

(\*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 21.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

---

# CONVENTIONS COLLECTIVES

## SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2018/21

### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ETAM]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	3
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ETAM]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> avril 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	5
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	7
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> avril 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	10
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant plus de 10 salariés]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	12
<b>Bâtiment (Auvergne, Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant plus de 10 salariés]) : accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> avril 2018 (Auvergne, Rhône-Alpes) .....</b>	15
<b>Experts-comptables et commissaires aux comptes (cabinets) : avenant n° 41 du 2 février 2018 relatif aux salaires minima.....</b>	17
<b>Métallurgie (Drôme et Ardèche) : avenant n° 60 du 22 février 2018 relatif aux salaires et aux primes pour 2018.....</b>	19
<b>Notariat : avenant n° 35 du 15 février 2018 relatif aux salaires.....</b>	23
<b>Presse hebdomadaire régionale (Cadres) : accord du 31 janvier 2018 relatif à la révision quinquennale de la grille des salaires minima.....</b>	25

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

**ACCORD DU 18 JANVIER 2018**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018**  
**(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)**

NOR : ASET1850452M  
IDCC : 2609

Entre :

SCOP BTP Rhône-Alpes ;

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

URCB CFDT Rhône-Alpes ;

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;

UR CFTC Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux

des ETAM du bâtiment pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :

*(En euros.)*

NIVEAU A	NIVEAU B	NIVEAU C	NIVEAU D	NIVEAU E	NIVEAU F	NIVEAU G	NIVEAU H
1 511,00	1 600,00	1 718,00	1 840,00	2 056,00	2 357,00	2 594,00	2 899,00

### **Article 3**

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

ACCORD DU 18 JANVIER 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018  
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850453M  
IDCC : 2609

---

Entre :

SCOP BTP FLBA ;

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;

UR CFTC Auvergne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes.

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 comme suit.



(En euros.)

NIVEAU A	NIVEAU B	NIVEAU C	NIVEAU D	NIVEAU E	NIVEAU F	NIVEAU G	NIVEAU H
1 511,00	1 600,00	1 718,00	1 840,00	2 056,00	2 308,00	2 571,00	2 899,00

### **Article 3**

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

ACCORD DU 18 JANVIER 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018  
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850454M  
IDCC : 1596

Entre :

SCOP BTP Rhône-Alpes ;  
FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

URCB CFDT Rhône-Alpes ;  
UFIC UNSA ;  
FO BTP Auvergne Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article XII.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé les valeurs du point et de la

partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :

- valeur du point : 8,044 € ;
- partie fixe : 150,00 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

### **Article 3**

Par dérogation aux stipulations de l'article 2, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position I, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294,00 €.

### **Article 4**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction générale du travail et par lettre recommandée à toutes les organisations signataires.

### **Article 5**

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

APPOINTEMENTS MINIMAUX DES OUVRIERS DU BÂTIMENT – ENTREPRISES OCCUPANT JUSQU’À 10 SALARIÉS  
– POUR LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES DANS LES DÉPARTEMENTS AIN, ARDÈCHE, DRÔME, ISÈRE,  
LOIRE, RHÔNE, SAVOIE ET HAUTE-SAVOIE À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Partie fixe : 150,00 €.

Valeur du point : 8,044 €.

*(En euros.)*

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d’exécution	150	1 500,60
– position 1 *	170	1 517,48
– position 2		
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 638,14
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	1 839,24
– position 2	230	2 000,12
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d’équipe		
– position 1	250	2 161,00
– position 2	270	2 321,88
* Partie fixe de 294,00 €. Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

ACCORD DU 18 JANVIER 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018  
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850455M  
IDCC : 1596

Entre :

SCOP BTP FLBA ;

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;

CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

UFIC UNSA ;

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article XII.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment (entreprises de moins de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
– position 1	150	1 500,60*
– position 2	170	1 517,48*
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 625,93
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	1 784,10
– position 2	230	1 913,86
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
– position 1	250	2 043,60
– position 2	270	2 173,35
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle d'ex-Rhône-Alpes : – coef. 150 : PF : 294,00 €, VP : 8,044 € ; – coef. 170 : PF : 150,00 €, VP : 8,044 €.		

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 18 JANVIER 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018  
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850456M  
IDCC : 1597

Entre :

SCOP BTP Rhône-Alpes ;  
FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

URCB CFDT Rhône-Alpes ;  
FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;  
UR CFTC Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article XII.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé les valeurs du point et de la par-

tie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment (entreprises de plus de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 comme suit :

- valeur du point : 8,044 € ;
- partie fixe : 150,00 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151, 67 heures.

### **Article 3**

Par dérogation aux stipulations de l'article 2, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position I, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 294,00 €.

### **Article 4**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction générale du travail et par lettre recommandée à toutes les organisations signataires.

### **Article 5**

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### **Article 6**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)



## ANNEXE

APPOINTEMENTS MINIMAUX DES OUVRIERS DU BÂTIMENT – ENTREPRISES OCCUPANT PLUS DE 10 SALARIÉS  
– POUR LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES DANS LES DÉPARTEMENTS AIN, ARDÈCHE, DRÔME, ISÈRE,  
LOIRE, RHÔNE, SAVOIE ET HAUTE-SAVOIE À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018

Partie fixe : 150,00 €.

Valeur du point : 8,044 €.

*(En euros.)*

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
– position 1 *	150	1 500,60
– position 2	170	1 517,48
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 638,14
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	1 839,24
– position 2	230	2 000,12
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
– position 1	250	2 161,00
– position 2	270	2 321,88
* Partie fixe de 294,00 €. Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 18 JANVIER 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018  
(AUVERGNE, RHÔNE-ALPES)

NOR : ASET1850457M  
IDCC : 1597

---

Entre :

FFB Auvergne Rhône-Alpes ;  
CAPEB Auvergne Rhône-Alpes,

D'une part, et

FO BTP Auvergne Rhône-Alpes ;  
UR CFTC Auvergne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article XII.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2017 et le 18 janvier 2018, elles ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne Rhône-Alpes (entreprises occupant plus de 10 salariés).

Compte tenu de la réorganisation territoriale de la République (lois des 16 janvier et 7 août 2015), les parties conviennent de déterminer ce barème pour les seuls départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme.

**Article 2**

Pour la région Auvergne Rhône-Alpes dans les départements Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment (entreprises de plus de 10 salariés) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
- position 1	150	1 500,60*
- position 2	170	1 517,48*
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 625,93
Niveau III		
Compagnons professionnels		
- position 1	210	1 784,10
- position 2	230	1 913,86
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
- position 1	250	2 043,60
- position 2	270	2 173,35
* Valeur du point et partie fixe identiques à celle d'ex-Rhône-Alpes : - coef. 150 : PF : 294,00 €, VP : 8,044 € ; - coef. 170 : PF : 150,00 €, VP : 8,044 €.		

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail.

Fait à Villeurbanne, le 18 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3020

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 787. – PERSONNEL DES CABINETS**  
**D'EXPERTS-COMPTABLES**  
**ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

---

AVENANT N° 41 DU 2 FÉVRIER 2018

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET1850458M

IDCC : 787

---

Entre :

IFEC ;

ECF,

D'une part, et

CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FEC FO ;

F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Conformément à l'article 5.1.1 et notamment le 5.1.1.3, les parties, dans le cadre de l'examen annuel des salaires, conviennent de différentes mesures contribuant à l'augmentation des salaires minima :

La valeur de base demeure appliquée aux 164 premiers points et la valeur hiérarchique s'appliquera au-delà.

La valeur de base et la valeur hiérarchique sont fixées comme suit :

– valeur de base : 107,60 € brut ;

– valeur hiérarchique : 66,27 € brut.

Pour les salariés inscrits à l'ordre des experts-comptables et/ou à la compagnie des commissaires aux comptes relevant de l'indice 40 de la grille générale des emplois figurant en annexe B de la convention collective, la rémunération annuelle minimale s'élève à 41 254 € brut.

Compte tenu de son objet, le présent accord ne comporte pas de disposition particulière pour les cabinets de moins de 50 salariés.

Par ailleurs, les parties ont débuté l'examen de l'accord collectif sur l'égalité professionnelle du 4 janvier 2013, lors de la réunion de la commission paritaire permanente de négociation, d'interprétation et de conciliation du 2 février 2018.

Sous réserve de l'exercice par les syndicats de salariés du droit d'opposition, le présent accord s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension.

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt sur la base nationale des conventions et accords collectifs, consultable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) (rubrique « accords collectifs »).

Les syndicats signataires mandatent le secrétariat de la commission paritaire permanente de négociation, d'interprétation et de conciliation pour demander l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 2 février 2018.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**  
**IDCC : 1867. – MÉTALLURGIE**  
**(Drôme et Ardèche)**  
**(24 novembre 1994)**  
*(Bulletin officiel n° 1995-1 bis)*  
(Étendue par arrêté du 26 décembre 1995,  
*Journal officiel* du 6 janvier 1996)

---

**AVENANT N° 60 DU 22 FÉVRIER 2018**  
**RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR 2018**  
**(DRÔME ET ARDÈCHE)**

NOR : ASET1850451M  
IDCC : 1867

---

Entre :

UIMM Drôme-Ardèche,

D'une part, et

CGT ;

CFDT ;

CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément aux dispositions de la convention collective de la métallurgie Drôme-Ardèche, les parties signataires de ladite convention se sont rencontrées au cours de l'année 2017 et 2018 dans le cadre de réunions de négociation afin d'établir les grilles de TEGA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la valeur du point RMH pour le calcul des primes d'ancienneté ainsi que les montants des primes de panier et de rappel à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

À l'issue de ces réunions, le présent accord a été signé en tenant compte, notamment pour les grilles de TEGA et dès le coefficient 140 de la valeur du Smic conformément aux dispositions conventionnelles.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux effectifs garantis annuels*

Le présent accord institue un barème de TEGA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ce barème, établi sur la base de la durée légale du travail, est reproduit en annexe 1.

## **Article 2**

### *Rémunérations minimales hiérarchiques*

La valeur du point qui constitue, exclusivement, la base mensuelle de calcul de la prime d'ancienneté prévue à l'article 25 de la convention collective de la métallurgie Drôme-Ardèche est fixée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, à 4,93 €, sur la base de la durée légale du travail.

Le barème mensuel des RMH, calculé sur la base de la durée légale du travail est reproduit en annexe 2.

## **Article 3**

### *Indemnités de panier et de rappel*

L'indemnité de panier prévue à l'article 27.1 de la convention collective de la métallurgie Drôme-Ardèche est fixée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, à 5,79 € (2,90 € pour le « demi-panier »).

L'indemnité de rappel prévue à l'article 27.2 de la convention collective de la métallurgie Drôme-Ardèche est fixée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, à :

- 11,78 € entre 6 heures du matin et 22 heures ;
- 14,19 € entre 22 heures et 6 heures du matin ;
- 18,92 € le dimanche ou un jour férié entre 0 heure et 24 heures.

## **Article 4**

### *Absence de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

## **Article 5**

### *Dépôt*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt selon les dispositions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Valence, le 22 février 2018.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE 1

### Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Barème établi sur la base de la durée légale du travail, pour un horaire de travail effectif de 35 heures hebdomadaires.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS de maîtrise d'atelier		AUTRES mensuels
V	3	395	AM7	31 429	30 767
	2	365	AM7	30 158	28 109
	1	335	AM6	28 260	26 322
		305	AM5	26 200	24 959
IV	3	285	AM4	23 961	23 736
	2	270			22 552
	1	255	AM3	21 848	21 405
III	3	240	AM2	20 595	20 254
	2	225			19 438
	1	215	AM1	19 246	18 952
II	3	190			18 560
	2	180			18 446
	1	170			18 348
I	3	155			18 252
	2	145			18 181
	1	140			18 130



## ANNEXE 2

### Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) pour le calcul de la prime d'ancienneté

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

Barème établi sur la base de la valeur du point prévue à l'article 2 du présent avenant (4,93 €) sur la base de la durée légale du travail et pour un horaire de travail effectif de 35 heures hebdomadaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS (+ 5 %)		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (+ 7 %)	
			RMH	Qual.	RMH	Qual.	RMH
V	3	395	1 947,35			AM7	2 083,66
		365	1 799,45			AM7	1 925,41
	2	335	1 651,55			AM6	1 767,16
	1	305	1 503,65			AM5	1 608,91
IV	3	285	1 405,05	TA	1 475,30	AM4	1 503,40
	2	270	1 331,10	TA	1 397,66		
	1	255	1 257,15	TA	1 320,00	AM3	1 345,15
III	3	240	1 183,20	TA	1 242,36	AM2	1 266,02
	2	225	1 109,25				
	1	215	1 059,95	P3	1 112,95	AM1	1 134,15
II	3	190	936,70	P2	983,54		
	2	180	887,40				
	1	170	838,10	P1	880,00		
I	3	155	764,15	O3	802,36		
	2	145	714,85	O2	750,59		
	1	140	690,20	O1	724,71		

Ces rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) sont exclusivement destinées au calcul de la prime d'ancienneté dans les conditions prévues par l'article 25 de la convention collective de la métallurgie Drôme-Ardèche.

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

**AVENANT N° 35 DU 15 FÉVRIER 2018**

RELATIF AUX SALAIRES

NOR : ASET1850450M

IDCC : 2205

Entre :

CSN ;

SNN,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

SNCTN CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre de l'article 14 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015, la valeur du point est fixée à 13,72 € pour 35 heures.

**Article 2**

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

*(En euros.)*

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	
			1 <sup>er</sup> mars 2017 (point à 13,50 €)	1 <sup>er</sup> mars 2018 (point à 13,72 €)
Employés	E2	115	1 553	1 578
	E3	120	1 620	1 647
Techniciens	T1	132	1 782	1 812
	T2	146	1 971	2 004
	T3	195	2 633	2 676

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	
			1 <sup>er</sup> mars 2017 (point à 13,50 €)	1 <sup>er</sup> mars 2018 (point à 13,72 €)
Cadres	C1	220	2 970	3 019
	C2	270	3 645	3 705
	C3	340	4 590	4 665
	C4	380	5 130	5 214

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au Smic, sauf application des dispositions de l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat.

### Article 3

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2018.

Il sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 15 février 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3291

**Conventions collectives nationales**  
**PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE**

IDCC : 1563. – **Cadres**

IDCC : 1281. – **Employés**

---

ACCORD DU 31 JANVIER 2018  
RELATIF À LA RÉVISION QUINQUENNALE DE LA GRILLE DES SALAIRES MINIMA

NOR : ASET1850459M  
IDCC : 1563

---

Entre :  
SPHR ;  
FPPR,  
D'une part, et  
SNJ ;  
F3C CFDT ;  
SNPEP FO ;  
SPEP CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Au terme d'une négociation paritaire, menée dans le cadre de la révision quinquennale de la grille des salaires minima des cadres des entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale, les parties signataires ont adopté les dispositions suivantes :

1. Les fonctions et leurs définitions n'ont subi aucune modification.
2. Une nouvelle grille des salaires conventionnels minima est instaurée. Elle résulte de la mise en place d'une nouvelle valeur du point, et figure en annexe du présent accord.
3. La mise en œuvre effective de la nouvelle grille par les entreprises adhérentes de la fédération de la presse périodique régionale (FPPR) interviendra le 1<sup>er</sup> mars 2018.
4. Chaque collaborateur des entreprises de la FPPR relevant de la catégorie des cadres sera informé, à l'initiative de l'employeur et au plus tard dans les 15 jours précédant l'application de la nouvelle grille, de l'existence de celle-ci et de la nouvelle valeur du point.
5. Les parties signataires reconnaissent la nécessité de constituer une commission de suivi paritaire, chargée d'examiner les différends éventuels qui lui seraient soumis, pour tenter d'y apporter une solution amiable. Cette commission pourra être saisie pendant une durée de 6 mois au-delà du délai limite d'application.

6. Conformément à une pratique constante, la revalorisation conventionnelle des salaires minima introduite par la nouvelle grille de salaires dans le cadre du présent accord est sans effet sur les salaires réels pratiqués en entreprise lorsque ceux-ci sont d'un montant supérieur ou égal à ces nouveaux minima.
7. L'augmentation de la prime d'ancienneté générée automatiquement par la hausse de ces nouveaux minima ne peut être reprise sur les compléments personnels, lorsqu'ils existent.

## II. – Durée et dépôt

Le présent accord national professionnel est conclu pour une durée indéterminée.

Il est déposé, avec ses annexes, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministère du travail.

Fait à Paris, le 31 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### BARÈME DES CADRES

---

#### **Revalorisation applicable au 1<sup>er</sup> mars 2018**

Valeur du point : + 4 % soit 12,65 €.

*(En euros.)*

FONCTION	COEFFICIENT	SALAIRE BRUT
Niveau I. – Cadre opérationnel		
– cadre opérationnel IA	158	1 998,70
– cadre opérationnel IB	170	2 150,50
Niveau II. – Cadre de direction	190	2 403,50
Niveau III. – Cadre dirigeant	210	2 656,50

---

Directeur de la publication : Yves Struillou  
165180210-000518  
Direction de l'information légale et administrative  
ISSN en cours

---